



APERÇU DE LA SITUATION HUMANITAIRE MONDIALE 2025

**VERSION
ABRÉGÉE**

**FRANÇAIS
4 DECEMBRE 2024**



L'Aperçu humanitaire mondial est une évaluation annuelle des besoins humanitaires mondiaux et de la manière d'y répondre. Ce document fournit une analyse des catalyseurs des besoins et une vue d'ensemble des ressources nécessaires pour apporter un soutien aux personnes ciblées par l'aide. Il rend également compte des réalisations collectives du système humanitaire.

Les chiffres relatifs aux plans de réponse sont ceux communiqués au Service de suivi financier au 25 novembre 2024. Toutes les données financières relatives aux plans de réponse sont mises à jour en permanence sur fts.unocha.org. Les signes de dollar renvoient aux dollars des États-Unis.



Ce document est une version abrégée de l'Aperçu humanitaire mondial 2025. Vous pouvez lire l'intégralité du rapport en ligne et en explorer le contenu interactif sur

humanitarianaction.info



Gaza, Territoire palestinien occupé (TPO)

Depuis le début du conflit en octobre 2023, les habitants ont subi des pertes dévastatrices : des êtres chers, des maisons, des écoles, des communautés entières. En avril 2024, une équipe de l'ONU s'est rendue à Khan Younis et a fait état d'une destruction généralisée. Tous les bâtiments visités étaient endommagés, les routes pavées étaient réduites à des pistes de terre et des munitions non explosées gisaient aux principaux carrefours et dans les écoles. Les quelques habitants restants sont confrontés à de graves pénuries de nourriture, d'eau et de soins de santé, avec la destruction des hôpitaux Nasser et Al Amal. *OCHA/ Themba Linden.*

Avant-propos du Coordonnateur des secours d'urgence

Tom Fletcher

Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence

C'est avec honte, crainte et espoir que je lance cet Aperçu de la situation humanitaire mondiale pour 2025 – mon premier en tant que Coordonnateur des secours d'urgence.

Honte, car derrière chaque chiffre de ce rapport se cache un être humain. Cet exercice n'est pas une question de théorie ou de tendances : il s'agit de vies. Des vies brisées par les conflits, la crise climatique et la désintégration de nos systèmes de solidarité internationale.

La souffrance qui se cache derrière les chiffres est d'autant plus inadmissible qu'elle est le fait de l'homme. Les guerres à Gaza, au Soudan et en Ukraine se caractérisent par la férocité et l'intensité des massacres, le mépris total du droit international et l'obstruction délibérée des efforts de notre mouvement humanitaire pour sauver des vies. Les déplacements de populations ont encore atteint de nouveaux sommets. Une fois de plus, les plus vulnérables sont les plus trahis : environ un enfant sur cinq dans le monde – approximativement 400 millions – vit dans des zones de conflit ou les fuit. Les femmes et les jeunes filles sont trop souvent les plus touchées, avec des soins de santé inadéquats et une épidémie de violence basée sur le genre.

Ces chiffres stupéfiants sont importants. Ils donnent à notre mouvement humanitaire l'évaluation la plus claire de l'ampleur intimidante du défi et une feuille de route pour savoir où nous devons concentrer notre énergie et notre engagement collectifs. Les données soulignent les choix difficiles que nous devons faire face à un niveau de souffrance sans précédent. Cette année devrait être la plus chaude jamais enregistrée ; des communautés déjà vulnérables en récoltent les conséquences, frappées par des ouragans, des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur.



Les crises durent plus longtemps – 10 ans en moyenne. Et plus elles durent, plus les perspectives sont sombres : l'espérance de vie diminue, les taux de vaccination s'effondrent, l'éducation souffre, la mortalité maternelle monte en flèche et le spectre de la famine grandit.

L'année a donc été catastrophique pour les personnes que nous servons. Elle a également été difficile pour nos humanitaires. Nous manquons de fonds, nous sommes débordés et nous subissons des agressions. Les travailleurs humanitaires, en particulier le personnel local, ont été confrontés à des hostilités aveugles, à des attaques meurtrières et à une obstruction incessante de leur travail. Malgré des efforts rigoureux pour définir et hiérarchiser l'aide, le sous-financement nous a contraints à réduire nos opérations et à opérer les choix les plus difficiles, avec de réels coûts humains.

Mais – d'où ma crainte – 2025 ne s'annonce pas moins difficile. Les signes avant-coureurs sont tous là, et nous ne pouvons pas détourner le regard.

Alors, où est l'espoir ? Nous devons le puiser dans le courage et la détermination de ceux que nous servons et dans le travail extraordinaire accompli chaque jour par les humanitaires. En 2024, malgré les défis, nous avons atteint près de 116 millions de personnes dans le monde. Nous avons renforcé le leadership local en matière d'exécution, de stratégie et de financement. Et grâce au Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires des Nations unies, nous avons amélioré l'efficacité et la rapidité des réponses. En tant que communauté, nous avons continué à innover, notamment en élargissant l'utilisation de l'argent liquide et des bons d'achat dans les situations d'urgence, afin d'accroître l'autonomie et la dignité des personnes en situation de crise. Merci à tous les membres du mouvement humanitaire mondial, y compris nos donateurs engagés, tous ceux qui sont en première ligne de nos efforts et ceux qui nous rejoindront en 2025.

Cet Aperçu de la situation humanitaire mondiale 2025 trace une voie claire pour poursuivre sur cette lancée au cours de l'année à venir. Il doit nous inciter à redéfinir la relation du monde avec ceux qui en ont le plus besoin, à collecter tous les fonds nécessaires pour nos appels de première ligne, à trouver de nouveaux alliés, de nouveaux partenariats et de nouvelles méthodes de travail, à redoubler d'efforts pour placer la voix et l'action de ceux que nous servons au cœur de l'action, et à être impitoyables dans la recherche de l'efficacité et de l'innovation.

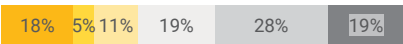
Je sais que le mouvement humanitaire relèvera les défis avec énergie et engagement. Mais ces efforts doivent être rejoints par une nouvelle vague d'actions politiques fortes et décisives de la part de la communauté internationale, afin de soutenir sans équivoque le droit international et nos obligations collectives en matière de protection des civils et d'aide humanitaire, de faire face véritablement aux conflits, à la crise climatique et à l'inégalité, et de remporter une nouvelle victoire en faveur de l'humanité.

Tom Fletcher

En un coup d'œil

PERSONNES DANS LE BESOIN

305,1 millions



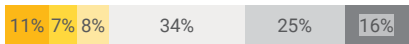
PERSONNES CIBLÉES

189,5 millionss



BESOINS (US\$)

\$47,4 milliards



■ Asie et Pacifique ■ Europe ■ Amérique latine et Caraïbes ■ Moyen-Orient et Afrique du Nord ■ Afrique australe et orientale ■ Afrique de l'Ouest et centrale

PERSONNES DANS LE BESOIN, PERSONNES CIBLÉES ET BESOINS FINANCIERS EN 2025

24 PLANS DE RÉPONSE AUX BESOINS HUMANITAIRES (HRP) ET 9 APPELS ÉCLAIRS (AE)



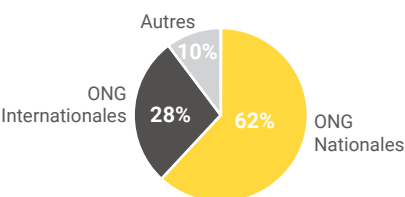
9 PLANS RÉGIONAUX



Les frontières et les noms indiqués ainsi que les désignations utilisées sur cette carte n'impliquent pas une approbation ou une acceptation officielle de la part des Nations Unies.

DE PARTENAIRES

Plus de
2 000



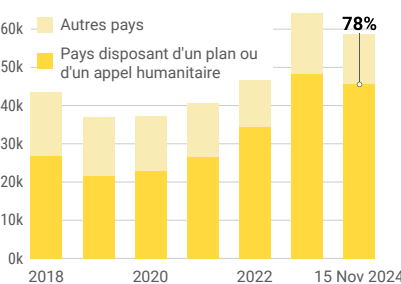
Source : hpc.tools – nombre de partenaires participant à l'appel. Données au 2 décembre 2024

PRINCIPAUX MOTEURS DES CRISES HUMANITAIRES

Conflits

78% des civils tués lors de conflits dans le monde l'ont été dans des pays ayant mis en place un plan ou un appel humanitaire.

Nombre de civils tués dans un conflit

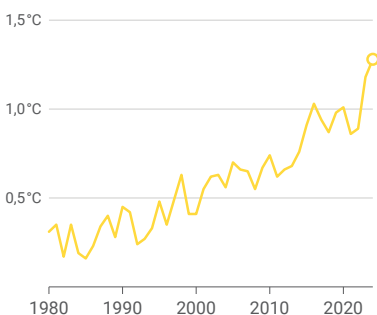


Source : ACLED, données au 15 novembre 2024

Le changement climatique

Le monde se rapproche dangereusement d'un réchauffement de 1,5°C.

Anomalie de la température moyenne



Source : NOAA, données au 15 novembre 2024

Tendances des crises : un monde en feu

En 2025, 305 millions de personnes dans le monde auront besoin d'une assistance et d'une protection humanitaires urgentes, en raison de l'escalade de multiples crises aux conséquences dévastatrices pour les personnes qui en sont victimes. La région de l'Afrique australe et orientale accueille le plus grand nombre de personnes dans le besoin (85 millions), la crise catastrophique au Soudan représentant 35 % du total dans cette région. Viennent ensuite le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, où 59 millions de personnes ont besoin d'assistance et de protection. Alors que la crise syrienne continue de susciter les besoins les plus importants dans la région – avec 33 millions de personnes ayant besoin d'assistance et de protection en Syrie et dans les pays voisins – la gravité des besoins est inégalée dans le Territoire palestinien occupé (TPO) et s'accroît rapidement au Liban.

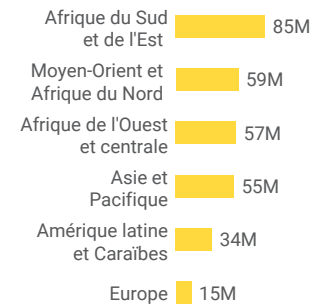
En Afrique de l'Ouest et centrale, 57 millions de personnes sont dans le besoin, la plus forte augmentation étant enregistrée au Tchad, en raison de l'arrivée continue de personnes fuyant le Soudan et ayant désespérément besoin d'un refuge et d'une aide. En Asie et dans le Pacifique, 55 millions de personnes sont dans le besoin, dont plus de la moitié (30 millions) en Afghanistan. L'aggravation de la crise au Myanmar continue de susciter des besoins croissants, 22 millions de personnes ayant désormais besoin d'assistance et de protection à l'intérieur du pays et au-delà des frontières. En Amérique latine et dans les Caraïbes, 34 millions de personnes sont dans le besoin, dont 15 millions touchées par la crise au Venezuela. En Europe, 15 millions de personnes sont toujours dans le besoin en raison de la guerre en Ukraine.

Deux principaux facteurs sont à l'origine de ces besoins, tous deux du fait de l'homme et donc susceptibles d'être inversés par une action concertée et collective :

- **Les conflits:** Les civils font les frais d'un nombre record de conflits armés marqués par un mépris flagrant du droit international humanitaire et des droits de l'homme, y compris des atrocités de masse. L'année 2024 a été l'une des plus brutales de l'histoire récente pour les civils pris dans des conflits et, si aucune mesure urgente n'est prise, l'année 2025 pourrait être encore pire. À la mi-2024, près de 123 millions de personnes avaient été déplacées de force en raison de conflits et de violences, ce qui représente la douzième augmentation annuelle consécutive. La crise mondiale de la sécurité alimentaire est stupéfiante, affectant plus de 280 millions de personnes chaque jour, alors que la faim aiguë s'étend et s'intensifie. La violence et les déplacements de population entravent encore davantage la production alimentaire et bloquent l'accès à des marchés vitaux. Et près d'un enfant sur cinq dans le monde – environ 400 millions – vit dans des zones de conflit ou les fuit. En 2024, quatre civils sur cinq tués dans des conflits à travers le monde l'ont été dans des pays faisant l'objet d'un plan ou d'un appel humanitaire. Selon le CICR, le manque de respect du droit international humanitaire (DIH) reste le principal obstacle à la protection des personnes dans les conflits armés. Les violations graves commises à l'encontre des enfants ont atteint des niveaux sans précédent dans de nombreux conflits, le Soudan enregistrant à lui seul une augmentation de 480 % entre 2022 et 2023. Au cours de l'année écoulée, plus de femmes et d'enfants ont été tués à Gaza que pendant la période équivalente de tout autre conflit au cours des deux

PERSONNES DANS LE BESOIN

305,1 millions



PERSONNES CIBLÉES

189,5 millions

BESOINS (US\$)

\$47,4 milliards

APPELS

42

Conflits



4 sur 5

des victimes civiles des conflits dans le monde ont été tuées dans des pays dotés d'un plan/appel humanitaire en 2024

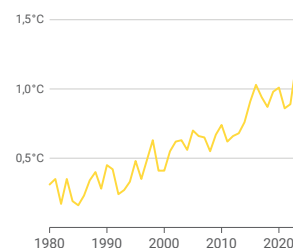
dernières décennies, tandis qu'en Ukraine, au moins 16 enfants ont été tués ou blessés en moyenne chaque semaine depuis l'invasion de la Russie en février 2022. Le nombre de cas de violence sexuelle liée à des conflits et vérifiés par les Nations unies a augmenté de 50 % en 2023 par rapport à l'année précédente. Dans le même temps, les dépenses militaires mondiales totales ont bondi, atteignant 2 400 milliards de dollars en 2023.

- **L'urgence climatique mondiale : Le monde se rapproche dangereusement d'un réchauffement de 1,5 °C et la crise climatique augmente la fréquence et la gravité des catastrophes, avec des conséquences dévastatrices pour la vie et les moyens de subsistance de millions de personnes.** On s'attend à ce que 2024 soit l'année la plus chaude jamais enregistrée, marquée par des inondations au Sahel, en Afrique de l'Est et en Europe, des sécheresses en Afrique australe et dans les Amériques, et des vagues de chaleur dans le monde entier. En 2023, 363 catastrophes météorologiques ont été enregistrées, affectant au moins 93,1 millions de personnes et causant des milliers de morts. La même année, les catastrophes ont déclenché quelque 26,4 millions de déplacements/mouvement internes, dont plus des trois quarts ont été provoqués par des phénomènes météorologiques. Le changement climatique aggrave les catastrophes, en multipliant par au moins 100 la probabilité d'événements tels que la sécheresse dévastatrice de la Corne de l'Afrique (de 2020 à 2023) et en augmentant la probabilité et la puissance destructrice d'ouragans majeurs, tels que l'ouragan Beryl en 2024, l'ouragan le plus puissant jamais enregistré dans l'Atlantique au mois de juin. La crise climatique fait des ravages dans les systèmes alimentaires, les sécheresses ayant causé plus de 65 % des dommages économiques agricoles au cours des 15 dernières années, aggravant l'insécurité alimentaire, en particulier dans les régions qui dépendent de petites exploitations agricoles. Les conflits peuvent également contribuer directement au changement climatique, les chercheurs estimant que les émissions occasionnées par les 120 premiers jours du conflit à Gaza dépassent les émissions annuelles de 26 pays et territoires. Par ailleurs, les 30 plus grandes compagnies pétrolières et gazières (à l'exclusion de celles basées dans les pays les plus pauvres) ont enregistré un flux de trésorerie disponible combiné de 400 milliards de dollars par an depuis l'accord de Paris de 2015.

En l'absence d'actions significatives pour mettre fin et prévenir les conflits et enrayer le réchauffement climatique, les populations sont confrontées à des crises de plus en plus longues. La durée moyenne d'un plan/appel humanitaire est désormais de 10 ans, les plans/appels en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo, dans le Territoire palestinien occupé, en Somalie et au Soudan ayant duré consécutivement plus de 20 ans¹

Plus une crise humanitaire se prolonge, plus les perspectives s'assombrissent pour les personnes qui en sont affectées. Les données recueillies depuis 2011 révèlent que, dans un pays touché par une crise².

Average temperature anomaly



Source : NASA



2024

sera l'année la plus
chaude jamais
enregistrée



10 ans

durée moyenne d'un
plan/appel humanitaire

¹ Calculs internes d'OCHA basés sur le nombre d'appels spécifiques par pays par an, d'une durée minimale de six mois.

² These findings are based on a model for a country in need, which looked at all countries that had a country-specific appeal lasting a year or longer since 2011. Using a weighting factor for development indicators based on the ratio of country-specific Persons dans le besoin to total population, an average indicator was produced covering all countries which experienced a crisis in a particular year. Calculations and data can be found in the GHO master dataset. This exercise is a follow-up to a similar study included in World Humanitarian Data and Trends, Figure 8: "A country in need".



L'espérance de vie de la population est inférieure de six ans à la moyenne mondiale (67 ans par rapport à 73 ans).



Plus de 25 % de la population est sous-alimentée, par rapport à environ 8 % au niveau mondial.



Seule la moitié de la population a accès à des installations sanitaires améliorées, ce qui est bien inférieur à la moyenne mondiale de 88 %.



Le taux de mortalité maternelle est presque deux fois plus élevé que la moyenne mondiale.



Les vaccinations ne touchent que 64 % des enfants, par rapport à 84 % dans le monde.



Le taux d'achèvement des études primaires n'est que de 10 %, par rapport à 90 % au niveau mondial

La situation s'est toutefois améliorée dans un petit nombre de pays. Six pays ayant fait l'objet de réponses à des urgences climatiques limitées dans le temps concluront leurs plans de réponse/appels humanitaire d'ici à la fin 2024, et les personnes dans le besoin dans ces pays ne sont donc pas incluses dans le GHO 2025. Il s'agit du Burundi (inondations), de la Grenade (ouragan), de la Libye (inondations), de Madagascar (cyclone/sécheresse), du Népal (inondations) et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines (ouragan). De même, en Amérique centrale, bien que les vulnérabilités restent élevées, quatre ans après le passage des ouragans Eta et Iota en 2020, les besoins humanitaires ont diminué. Au cours de l'année 2025, six autres pays – le Bangladesh, le Malawi, les Philippines, le Viêt Nam, la Zambie et le Zimbabwe – concluront également des plans/appels liés au climat. Des vulnérabilités importantes subsistent néanmoins dans chacun de ces pays, ce qui souligne la nécessité d'investir rapidement dans le développement local et le financement climatique pour aider les communautés les plus affectées à s'adapter aux menaces futures.

Kori Woreda, région d'Afar, Éthiopie

Quatre filles de cinquième année se tiennent dans leur salle de classe, déterminées à apprendre en dépit de difficultés considérables. Elles manquent de fournitures scolaires essentielles comme des cahiers, des stylos, du papier, et leur ville est fréquemment confrontée à des pénuries de nourriture et d'eau. OCHA/Nitsebiho Asrat



La réponse des humanitaires : un appel urgent en matière d'accès et de financement

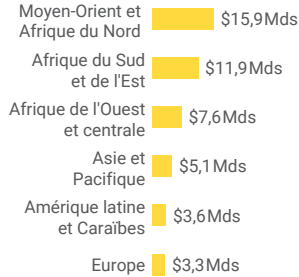
En 2025, les Nations Unies et les organisations partenaires lancent un appel de plus de 47 milliards de dollars pour venir en aide à près de 190 millions de personnes dans 72 pays³.

Avec des augmentations significatives du financement nécessaire pour répondre à l'escalade des crises dans le TPO et au Liban, la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord a maintenant besoin de 15,9 milliards de dollars, ce qui représente 34 % de l'Aperçu humanitaire mondial (GHO). L'escalade de la crise au Soudan a augmenté les besoins de financement en Afrique de l'Est et en Afrique australe, qui requièrent désormais près de 12 milliards de dollars, tandis qu'en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, 7,6 milliards de dollars sont nécessaires, l'appel du Tchad augmentant en raison de l'arrivée continue de réfugiés soudanais. L'Asie et le Pacifique ont besoin de 5,1 milliards de dollars, y compris une augmentation de l'appel du Myanmar, tandis que l'Europe a besoin de 3,3 milliards de dollars, en particulier pour l'Ukraine. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les partenaires humanitaires demandent 3,6 milliards de dollars, y compris une augmentation significative du financement nécessaire pour Haïti, où l'escalade de la violence a entraîné une augmentation rapide des besoins.

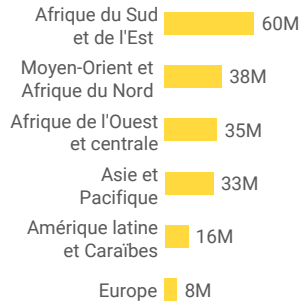
Les humanitaires s'efforceront de cibler davantage de personnes en 2025 qu'au début de 2024, mais un grand nombre d'entre elles relèvent d'appels limités dans le temps et motivés par des catastrophes. Sept⁴ appels éclairs/plans liés à des chocs climatiques se poursuivront au cours des premiers mois de 2025, soit 16 % des personnes ciblées dans le cadre du GHO 2025. Étant donné que ces appels/plans couvrent seulement trois à sept mois de l'année, leurs coûts sont inférieurs à ceux des plans annuels, ce qui réduit le coût global par personne du GHO 2025.

Pour la deuxième année consécutive, le GHO reflète le travail intensif des partenaires humanitaires pour donner la priorité à l'assistance et à la protection des personnes et des lieux qui en ont le plus besoin, guidés par une compréhension réaliste de la capacité opérationnelle à fournir l'aide. En s'appuyant sur les décisions difficiles déjà prises en 2024, les équipes humanitaires dans les pays se sont engagées dans des dialogues solides afin d'examiner leurs prestations et de fixer des limites claires pour leurs réponses en 2025, en concentrant l'aide humanitaire sur les zones affectées par la crise et dont les besoins sont les plus pressants. En conséquence, 16⁵ pays ont réduit leurs besoins pour 2025, avec des plans de réponse et de besoins humanitaires étroitement axés sur la réponse aux besoins les plus vitaux de la manière la plus efficace possible. Trois pays d'Amérique centrale – le Salvador, le Guatemala et le Honduras – ont institué des réductions proportionnelles notables, alors qu'ils s'efforceront de passer de l'action humanitaire au développement au cours de l'année 2025.

Besoins (US\$)



Personnes ciblées



³ Pour la liste complète des pays, veuillez-vous référer à [HumanitarianAction.info](https://www.humanitarianaction.info).

⁴ Bangladesh, Malawi, Mozambique, Philippines, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

⁵ Afghanistan, Burkina Faso, Cameroun, El Salvador, Éthiopie, Guatemala, Honduras, Mozambique, Niger, Nigeria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Somalie, Soudan du Sud, Ukraine et Yémen.

Le travail de définition de limites claires pour les appels/plans humanitaires s'est accompagné d'efforts visant à en améliorer la rentabilité et l'efficacité⁶.

La priorité absolue consiste à placer le pouvoir et le financement entre les mains des acteurs locaux et nationaux (L/NA), la recherche montrant qu'ils peuvent mettre en œuvre des programmes de manière 32 % plus rentable que les intermédiaires internationaux. Les partenaires humanitaires ont également réalisé des progrès significatifs dans la conception d'interventions en espèces rentables et d'innovations telles que l'action anticipatoire⁷ et les produits d'assurance en cas de catastrophe. Les partenaires améliorent considérablement l'efficacité opérationnelle des réponses humanitaires, économisant des centaines de millions de dollars tout en améliorant la capacité à répondre aux besoins urgents. Les innovations en matière d'approvisionnement et la rationalisation des processus d'évaluation, de ciblage, de suivi et de coordination ont permis de maximiser l'utilisation des ressources et d'éliminer les doubles emplois. Le secteur humanitaire s'efforce également de stimuler l'investissement dans l'analyse des coûts et des dépenses, ce qui peut aider les organisations à améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes ainsi que des coûts de base et d'appui.

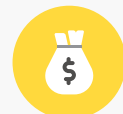
En 2025, les partenaires humanitaires continueront à améliorer la manière dont ils viennent en aide aux personnes en situation de crise, notamment :

- **En respectant et en promouvant l'action humanitaire menée au niveau local.**
Les acteurs locaux et nationaux sont au cœur de la réponse humanitaire, en tirant parti des réseaux communautaires pour accéder aux personnes affectées, et en garantissant une action plus efficace, efficiente et durable. À la fin de l'année 2024, 45 % des financements provenant des Fonds de financements communs pour les pays (CBPF) avaient été acheminés vers des partenaires locaux et nationaux, soit la proportion la plus élevée jamais atteinte, et ces fonds communs ont pu soutenir des approches axées sur les communautés, notamment les salles d'intervention d'urgence au Soudan. Les acteurs locaux et nationaux sont également présents dans 93 % des équipes humanitaires de pays. Malgré cela, la recherche fait apparaître que de nombreux acteurs locaux se sentent exclus de la prise de décision. Il faut en faire davantage pour gagner la confiance des acteurs locaux et nationaux et s'assurer que leurs voix et leurs points de vue façonnent l'avenir de l'action humanitaire.
- **En maintenant des réponses axées sur les personnes et responsables à leur égard.** Des changements majeurs dans les systèmes sont nécessaires pour permettre aux personnes affectées par des crises de diriger les réponses humanitaires. La responsabilité collective à l'égard de ces personnes joue un rôle essentiel à cet égard, en établissant une approche à l'échelle du système qui intègre les priorités, les perceptions et le retour d'information des communautés dans les processus de prise de décision. En 2024, le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires a alloué des fonds destinés à renforcer la responsabilité collective envers les personnes affectées dans 16 opérations humanitaires, ce qui a permis des avancées significatives. En Afghanistan, par exemple, le retour d'information des communautés – y compris les voix des



93%

des équipes humanitaires dans les pays incluent des acteurs locaux et nationaux



16

opérations ont bénéficié d'un financement du CERF pour le AAP collectif

⁶ Pour les définitions de la rentabilité et de l'efficacité, voir : Analyse coût-efficacité des programmes de besoins fondamentaux : guide des meilleures pratiques pour les agences humanitaires.

⁷ L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a calculé que chaque dollar investi dans des mesures anticipatoires pourrait rapporter sept dollars US aux familles en termes d'avantages et de pertes évitées. Pourtant, malgré les recherches démontrant que plus de la moitié des urgences humanitaires sont prévisibles et que plus de 20 % sont hautement prévisibles, moins de 1 % des fonds humanitaires ont été consacrés à ce type d' en 2023.

femmes – est désormais utilisé pour ajuster la réponse humanitaire collective et réaffecter les fonds.

- **En élargissant l'assistance en espèces chaque fois que cela est possible et approprié.** L'assistance en espèces renforce les individus, en particulier les femmes et les groupes marginalisés, en leur permettant de répondre directement à leurs besoins spécifiques. Après des années de croissance, le volume de l'assistance en espèces et en bons d'achat dans les réponses humanitaires a diminué en 2023 pour la première fois depuis 2015. Malgré cela, cette assistance est de plus en plus déployée dans les situations d'urgence complexes et instables. À Gaza, dans le Territoire palestinien occupé, par exemple, des mesures convenues à l'avance par le Groupe de travail sur les transferts monétaires ont permis de distribuer de l'argent dans les jours qui ont suivi la crise d'octobre 2023.

Cependant, deux changements clés sont nécessaires pour renforcer l'efficacité de l'action des humanitaires en 2025 : l'accès et la sécurité des civils et des travailleurs humanitaires qui les servent, et un financement complet du GHO.

- **Le respect du droit international humanitaire et l'obligation de rendre compte des violations sont essentiels pour protéger les civils et les travailleurs humanitaires – qui font face à des attaques sans précédent – et pour garantir que les personnes affectées par une crise puissent accéder à l'assistance, à la protection et aux services dont elles ont besoin.** Les violations flagrantes du droit international humanitaire, combinées à l'insécurité et aux obstacles bureaucratiques, mettent en péril la vie des personnes qui ont besoin d'aide et des travailleurs humanitaires qui s'efforcent de les aider. En Afghanistan, au Yémen et dans le Sahel, par exemple, les obstacles bureaucratiques et les restrictions liées à la lutte contre le terrorisme et aux sanctions entravent encore davantage la fourniture d'une aide essentielle en exposant les acteurs humanitaires à des risques juridiques et financiers. Pour remplir leur mandat, les humanitaires doivent impérativement s'engager auprès de tous les acteurs pour négocier l'accès aux civils pour leur assurer une assistance et une protection. Cela est d'autant plus important que 90 % des personnes vivant dans des zones contrôlées par des groupes armés se trouvent dans des pays dotés de plans de réponse humanitaire.
- **Quelle qu'en soit l'efficacité, aucune mesure ne peut remplacer la nécessité d'un financement intégral et souple des réponses humanitaires.** L'action humanitaire reste une bouée de sauvetage pour des millions de personnes affectées par des crises mais le sous-financement chronique continue d'avoir des conséquences dévastatrices. Dans le même temps, les organisations humanitaires sont de plus en plus accablées par la complexité et la diversité croissantes des conditionnalités des donateurs, de l'affectation des fonds et des exigences en matière de rapports. Ces exigences absorbent du temps et des ressources critiques et se traduisent en fin de compte par des inefficacités, des coûts administratifs plus élevés et des retards potentiels dans l'acheminement de l'aide. Les conditionnalités rigoureuses des donateurs imposent également des charges disproportionnées aux ONG locales et nationales dont les ressources sont limitées. Pour que les humanitaires puissent intervenir efficacement partout et à tout moment, la solidarité mondiale doit s'intensifier pour financer intégralement le GHO 2025 et les donateurs doivent rationaliser leurs processus et leurs approches. Si 47 milliards de dollars représentent un montant



2023

première baisse du volume de l'aide en espèces depuis 2015



90%

de toutes les personnes vivant dans des zones contrôlées par des groupes armés résident dans des pays du GHO



\$2 400 milliards

de dépenses militaires mondiales



\$1 100 milliards

de bénéfices du secteur bancaire mondial



\$47 milliards

besoins du GHO

considérable, ils sont dérisoires par rapport à d'autres dépenses mondiales : ils représentent moins de 2 % des dépenses militaires mondiales, environ 4 % des bénéfices du secteur bancaire mondial et seulement 12 % du flux annuel moyen de trésorerie disponible du secteur des combustibles fossiles.

En fin de compte, les populations en crise ont besoin d'une action politique pour mettre fin aux guerres, d'une action climatique pour les aider à se préparer à un avenir plein de chocs et d'une action de développement pour les sortir de la crise, comme le souligne le Pacte pour l'avenir. Alors que les guerres impliquant des États sont plus nombreuses aujourd'hui qu'elles ne l'ont jamais été depuis 1946 et que le nombre de victimes civiles augmente chaque jour davantage, une action politique immédiate est nécessaire pour mettre fin aux conflits et faire respecter les lois de la guerre. L'action climatique est tout aussi urgente et nécessite un travail rapide et décisif pour inverser la tendance climatique mondiale et garantir que le financement du climat atteigne ceux qui sont les plus exposés à un risque de catastrophe. Comme le souligne le GHO de cette année, un nombre croissant de pays connaissent des catastrophes plus fréquentes et plus graves. Il s'agit de pays qui devraient être sur une trajectoire de développement, mais qui risquent d'être confrontés à des crises répétées sans un soutien mondial pour aider leurs communautés à s'y adapter et à s'y préparer. Il est urgent que les gouvernements, les acteurs du développement et les donateurs, y compris les institutions financières internationales, continuent à fournir des fonds de développement et des financements dans les contextes fragiles et complexes, qu'ils mettent des fonds à disposition pour un développement au niveau local et qu'ils accordent la priorité aux investissements pour le développement des secteurs que les humanitaires sont si souvent appelés à traiter, notamment l'éducation, la sécurité alimentaire, la santé, l'eau, l'assainissement et l'hygiène.

Sud-est du Myanmar

Une femme enceinte et son enfant sont assis dans leur maison au-dessus des eaux de crue, attendant que les eaux se retirent. UNFPA



2024 – bilan de l'action humanitaire : une action sous attaque

PERSONNES DANS LE BESOIN ⁹	PERSONNES CIBLÉES	BESOINS (US\$)	FINANCEMENT (US\$)	COUVERTURE
323,4M	197,9M	\$49,6Mds	\$21,2Mds	43%

Le 25 novembre, les besoins financiers pour 2024 s'élevaient à 49,6 milliards de dollars, contre 46,6 milliards de dollars annoncés au début de l'année, pour venir en aide à près de 198 millions de personnes dans 77 pays.

Cette augmentation est principalement due à l'intensification de la guerre au Liban et dans le Territoire palestinien occupé (TPO), à la sécheresse en Afrique australe, à l'ouragan Beryl dans les Caraïbes et aux inondations au Bangladesh, au Népal et au Viet Nam. Au cours de l'année, les besoins humanitaires ont également augmenté dans plusieurs pays, dont l'Éthiopie, la Somalie, la Syrie, le Tchad, le Venezuela et le Yémen⁸. Au Soudan, un plan de prévention de la famine a été lancé en avril 2024, la communauté humanitaire appelant à une action et à des ressources immédiates pour tenter d'éviter l'imminence d'une catastrophe.

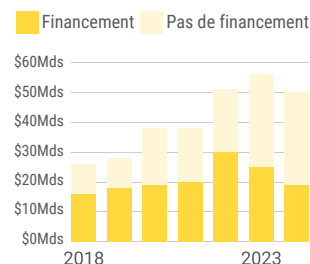
Et pourtant, malgré les efforts considérables déployés par les humanitaires pour bien cibler leurs plans de réponse et leurs appels, le financement n'a pas été à la hauteur des besoins en 2024. Au 25 novembre 2024, quelque 21,2 milliards de dollars, soit seulement 43 % du montant requis, avaient été reçus au titre des besoins du GHO. Ces pénuries ont eu des répercussions sur les crises dans le monde entier, en particulier sur celles qui sont négligées à l'échelle mondiale et qui souffrent d'un manque de financement chronique.

Dans le même temps, les humanitaires et les services qu'ils fournissent ont fait l'objet d'attaques sans précédent. 2024 a été l'année la plus dangereuse pour les travailleurs humanitaires, avec 281 d'entre eux tués – environ 63 % à Gaza et dans le TPO – et 525 victimes d'agressions majeures. Les travailleurs humanitaires locaux, qui servent leurs propres communautés en première ligne des conflits, sont les plus exposés à la violence. Entre janvier et novembre 2024, 96 % des travailleurs humanitaires tués, blessés ou enlevés étaient des employés nationaux ou locaux. Les attaques contre le personnel et les installations médicales se sont également poursuivies, avec 2 135 agressions liées à des conflits ciblant des installations de santé signalées dans le monde entre janvier et octobre 2024 – tandis que les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire d'écoles ont augmenté de près de 20 % en 2022 et en 2023 par rapport aux deux années précédentes.

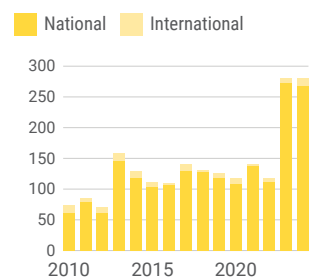
⁸ Dans certains cas, les besoins financiers ont changé parce qu'au moment du lancement du GHO 2024, les chiffres de 2023 ont été utilisés dans les calculs alors que les chiffres de 2024 ont été finalisés dans le pays. Les chiffres ont été mis à jour directement dans HumanitarianAction.info dès la publication des plans concernés. Dans d'autres cas, les plans ont été révisés au cours de l'année pour s'adapter aux changements du contexte, notamment l'intensification des conflits et/ou les chocs climatiques.

⁹ Les chiffres relatifs aux personnes dans le besoin, aux personnes ciblées et aux besoins de financement sont ceux du 25 novembre 2024. Ces chiffres ont changé depuis le lancement du GHO 2024.

Évolution du financement (US\$)



Nombre de travailleurs humanitaires tués



Source : Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires, au 25 novembre 2024

Les arrestations et les détentions de travailleurs humanitaires, bien que moins bien documentées, sont un sujet de préoccupation en pleine expansion. Les humanitaires sont également confrontés à des défis de plus en plus complexes liés aux fausses informations, à la désinformation et aux discours de haine, en particulier dans les situations de conflit.

Tout au long de l'année 2024, le manque de financement, les contraintes d'accès et les agressions ont contraint les humanitaires à réduire leurs opérations et leur personnel dans de nombreux endroits, avec des conséquences tragiques. Rien que l'année dernière :

- **Les coupes dans l'aide alimentaire et nutritionnelle ont fait plonger des millions de personnes dans la faim et en ont laissé d'autres en danger de mort.** En République démocratique du Congo, plus de 220 000 enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë sévère potentiellement mortelle n'auront pas été traités d'ici à la fin de 2024 en raison du manque de financement. Au Tchad, l'insuffisance des financements a aggravé l'insécurité alimentaire, le nombre de personnes souffrant de la faim à un niveau de crise étant passé de 3,4 millions à 4,6 millions. De même, en Haïti, 2 millions de personnes déjà confrontées à une grave insécurité alimentaire risquent désormais de connaître la famine ou des conditions similaires à la famine en raison d'un manque de financement et de soutien. En Afghanistan, les coupes budgétaires ont privé des districts entiers d'aide alimentaire, tandis qu'en Éthiopie, les rations de céréales ont été réduites de 20 %. En Syrie, le Programme alimentaire mondial a réduit l'aide alimentaire mensuelle de 80 %, en ne desservant ainsi plus qu'un tiers de la population en situation d'insécurité alimentaire sévère.
- **Le manque criant de financement pour la protection et les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme ont laissé des millions de personnes exposées à la violence, à l'exploitation et dans des conditions dangereuses.** Au Myanmar, 2,1 millions de personnes n'ont pas pu accéder à des services de protection, tandis que 1,1 million d'enfants ont été exposés à des risques accrus de violence, d'abus et de négligence. Au Yémen, la pénurie de fonds a entraîné des coupes dans les services de protection de six gouvernorats, affectant l'aide aux victimes de mines, les documents d'état civil, le logement, la terre, les services de propriété et la gestion des cas de protection de l'enfance. Dans le TPO, les restrictions de circulation imposées au personnel et aux biens n'ont permis d'atteindre que la moitié des objectifs du Cluster protection.
- **Les pénuries en matière d'eau, d'assainissement et de soins de santé ont renforcé le risque de maladie et de décès.** En Ouganda, en raison de ressources limitées, 11 des 13 centres d'accueil de réfugiés ne sont pas en mesure de respecter la norme minimale de 20 litres d'eau par personne et par jour, avec l'augmentation du nombre de nouveaux arrivants et la détérioration des infrastructures. En République centrafricaine et au Tchad, des épidémies d'hépatite E et d'autres maladies d'origine hydrique se sont propagées en raison d'un soutien inadéquat en matière d'eau et d'assainissement. Au Yémen, la réponse au choléra a été gravement affectée par la fermeture de 165 centres de réhydratation orale et de 33 centres de traitement de la diarrhée, dont seuls 14 devraient rester opérationnels au-delà de décembre 2024.
- **Les femmes et les jeunes filles sont les plus touchées par le manque de financement, car leurs besoins essentiels sont souvent compromis en premier.** En Syrie, la moitié des 63 centres de soins obstétricaux et néonataux d'urgence



80%

Réduction de
l'aide alimentaire
mensuelle en Syrie



2,1 million

personnes n'ayant pas pu
accéder aux services de
protection au Myanmar



33

fermeture de centres de
traitement de la diarrhée
au Yémen, lors de
l'épidémie de choléra

en activité sont menacés de fermeture, mettant en péril la santé et la vie de 1,3 million de femmes. Au Soudan du Sud, où les taux de mortalité maternelle sont les plus élevés au monde, la réduction des programmes de formation de sages-femmes menace de priver les générations actuelles et futures d'accoucheuses qualifiées. Au Venezuela, quatre filles sur cinq n'ont pas bénéficié d'un soutien essentiel pour prévenir et combattre la violence basée sur le genre (VBG).

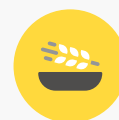
Bien que confrontés à des défis écrasants, les partenaires humanitaires – qui soutiennent les réponses menées par les communautés – ont travaillé sans relâche pour fournir une assistance vitale et salvatrice. Près de 116 millions de personnes ont reçu au moins une forme d'aide humanitaire en 2024 :

- **Quelque 72 millions de personnes ont bénéficié d'interventions en matière de sécurité alimentaire**, dont 58 millions ont reçu une aide alimentaire et 21 millions un soutien à l'agriculture et aux moyens de subsistance, par l'intermédiaire des partenaires du Cluster Sécurité alimentaire. Dans le TPO, des services de nutrition ont été fournis à 300 sites d'alimentation complémentaire. Au Venezuela, plus de 480 000 enfants ont reçu des repas scolaires équilibrés, tandis qu'au Mozambique, 445 000 femmes et enfants ont bénéficié d'une aide nutritionnelle.
- **Près de 23 millions de personnes dans 29 pays ont bénéficié d'un meilleur accès à des services d'eau, d'hygiène et d'assainissement (EHA)**, dont 5,8 millions de personnes dans les régions de première ligne de l'Ukraine. En Somalie, les efforts coordonnés en matière de santé et d'eau, d'hygiène et d'assainissement ont permis d'endiguer les épidémies de choléra, d'améliorer les résultats sanitaires et de réduire la malnutrition aiguë dans les zones affectées.
- **Alors que les menaces en matière de protection augmentent considérablement, les services de protection humanitaire ont touché au moins 16,2 millions de personnes dans 24 pays.** Les efforts déployés au niveau mondial pour lutter contre la violence basée sur le genre ont permis d'apporter un soutien essentiel à 5 millions de femmes, d'enfants et de jeunes. Des enfants affectés et déplacés par des conflits ont bénéficié de services adaptés. Des services de santé mentale et de soutien psychosocial ont été dispensés aux enfants et aux personnes qui s'occupent d'eux, notamment à plus de 11 700 personnes au Liban. Les services de protection de l'enfance ont touché 190 000 enfants au Burkina Faso et 934 000 au Myanmar.
- **Plus de 26 millions d'enfants et de femmes ont eu accès à des soins de santé primaires grâce à l'aide de partenaires humanitaires.** Les enfants menacés par la polio ont été vaccinés, même dans certaines des crises les plus complexes au monde, notamment à Gaza, dans le TPO.
- **Des abris d'urgence et des articles de secours ont été fournis dans le cadre de plusieurs crises, en particulier au cours des rigoureux mois d'hiver.** Au Liban, plus de 269 000 articles de secours, dont des matelas, des couvertures et des tapis de sol, ont été distribués aux familles déplacées. En Haïti, 100 000 personnes ont reçu des kits d'abris d'urgence et des articles non alimentaires essentiels. En Syrie et en Ukraine, plus d'un million de personnes ont bénéficié d'une aide hivernale, notamment de réparations d'abris et d'une assistance en espèces.
- **Le soutien à l'éducation est resté la pierre angulaire des efforts humanitaires.** Au niveau mondial, l'UNICEF et ses partenaires ont veillé à ce que 9,7 millions d'enfants en situation de crise aient accès à une éducation formelle ou



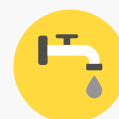
4 sur 5

filles n'ont pu bénéficier d'un soutien essentiel pour prévenir et combattre la violence sexiste au Venezuela



72 millions

de personnes ont bénéficié d'assistance alimentaire



23 millions

de personnes ont bénéficié de services EHA améliorés



16 millions

de personnes ont bénéficié de services de protection



26 millions

d'enfants et de femmes ont eu accès aux soins de santé primaires



9,7 millions

d'enfants en situation de crise ont eu accès à l'éducation

non formelle, dont 1,5 million d'enfants au Yémen et 544 000 enfants au Soudan du Sud.

- **Les partenaires humanitaires ont fourni une aide sous forme d'espèces et de bons dans des situations d'urgence très complexes et volatiles, démontrant ainsi sa capacité d'adaptation et son efficacité.** Suite à l'escalade du conflit en Haïti en mars 2024, 20 organisations ont collaboré pour fournir une aide en espèces et en bons d'achat. Au Yémen, la proportion du financement de cette aide allouée sous forme d'argent liquide à usage multiple a augmenté de manière significative, passant de 19 % en 2022 à 32 % en 2023, et a atteint 95 % en octobre 2024. À Gaza, dans le TPO, les mesures de préparation ont permis de déployer une aide en espèces dans les jours suivant le début de la guerre en octobre 2023.
- **Les partenaires humanitaires se sont mobilisés pour venir en aide à un nombre sans précédent de personnes en quête de sécurité au-delà des frontières,** dans le cadre de neuf plans régionaux. Plus de 849 000 réfugiés afghans ont reçu une aide en Iran et au Pakistan, tandis qu'au Tchad, les humanitaires ont apporté un soutien essentiel à près de 800 000 personnes ayant fui le conflit au Soudan. Dans le cadre du 3RP pour la Syrie, les partenaires ont fait bénéficier 1,5 million de réfugiés syriens de transferts monétaires mensuels et, à Cox's Bazar, des éducateurs ont dispensé un enseignement à plus de 315 000 enfants rohingyas dans 33 camps de réfugiés et écoles. Dans le nord de l'Amérique centrale, où les migrants convergent avec les communautés d'accueil et les réfugiés, des équipes ont distribué des kits éducatifs aux enfants en transit au Guatemala et ont permis à plus de 6 000 enfants et adolescents migrants au Honduras d'accéder à l'éducation au cours de leur déplacement.
- **Les acteurs locaux et nationaux ont joué un rôle essentiel dans la réponse collective, parallèlement à la poursuite de partenariats avec le secteur privé.** Au Tchad, les acteurs locaux et nationaux ont fourni des services nutritionnels à plus de 80 % des personnes vivant dans des zones difficiles d'accès. En République démocratique du Congo, 85 % des partenaires intervenant en matière de violence basée sur le genre étaient des partenaires locaux. Les organisations dirigées par des réfugiés et des migrants ont représenté un tiers de la réponse régionale au Venezuela. En Ukraine, 70 % des plus de 600 organisations impliquées dans la réponse étaient des ONG nationales, tandis qu'en Éthiopie, 61 % des partenaires en matière d'abris d'urgence et d'articles de première nécessité étaient des ONG nationales. L'efficacité de la collaboration entre les humanitaires et les acteurs privés s'est poursuivie, en permettant ainsi à 2,6 millions de personnes de recevoir une aide humanitaire par l'intermédiaire de partenariats privés dans 16 situations d'urgence.
- **Des avancées significatives ont été réalisées pour placer les personnes affectées au centre de l'action humanitaire, bien que des progrès substantiels soient encore nécessaires.** Au niveau mondial, environ 5,5 millions de personnes ont exprimé leurs préoccupations, questions et plaintes, contribuant ainsi à améliorer l'aide et à orienter la prise de décision humanitaire. L'Initiative Flagship – mise en œuvre en Colombie, au Niger, aux Philippines et au Soudan du Sud – s'est concentrée sur le changement des moteurs de l'action humanitaire et sur l'organisation de l'aide autour des priorités des communautés affectées par une crise plutôt que des priorités des fournisseurs d'aide.



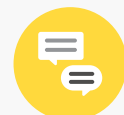
800 000

personnes ayant fui le conflit au Soudan ont reçu de l'aide au Tchad



70%

des intervenants en Ukraine étaient des ONG nationales



5.5 millions

de personnes ont fait part de leurs commentaires aux humanitaires

Annexe 1 : Vue d'ensemble des plans de réponse de 2025

PERS. DANS LE BESOIN		PERSONNES CIBLÉES	BESOINS (US\$)	PLANS
305,1 millions		189,5 millions	\$47,4 milliards	42
Plan	Type de plan	Pers. dans le besoin	Personnes ciblées	Besoins (US\$)
 Afghanistan	HNRP	22,9M	16,8M	\$2,4Mds
 Burkina Faso	HNRP	5,9M	3,7M	\$792,6M
 Cameroun	HNRP	3,3M	2,1M	\$355,3M
 République centrafricaine	HNRP	2,4M	1,8M	\$326,1M
 Tchad	HNRP	7,8M	6,5M	\$1,5Mds
 Colombie	HNRP	9M	2M	\$342,0M
 République démocratique du Congo	HNRP	21,2M	11M	\$2,5Mds
 Salvador	HNRP	818,7K	407,5K	\$66,9M
 Ethiopie	HNRP		10M	\$2,0Mds
 Guatemala	HNRP	2,2M	1,2M	\$101,0M
 Haïti	HNRP	6M	4M	\$906,0M
 Honduras	HNRP	1,6M	800K	\$138,0M
 Mali	HNRP	5,9M	4,6M	\$756,8M
 Mozambique	HNRP	2,5M	2M	\$485,0M
 Myanmar	HNRP	19,9M	5,5M	\$1,1Mds
 Niger	HNRP	2,7M	1,7M	\$386,5M
 Nigeria	HNRP	7,8M	3,6M	\$900,0M
 Somalie	HNRP	5,98M	4,6M	1,43Mds
 Sud Soudan	HNRP	9,3M	5,4M	\$1,7Mds
 Soudan	HNRP	30,4M	20,9M	\$4,2Mds
 Syrie	HNRP	16,7M	10,8M	\$4,1Mds
 Ukraine	HNRP	12,7M	6,1M	\$2,6Mds
 Venezuela	HNRP	7,6M	5M	\$617,0M
 Yémen	HNRP	19,5M	10,5M	\$2,5Mds
 Bangladesh	AE	1,8M	942,4K	\$35,6M
 Lebanon	AE	1M	1M	\$425,7M
 Malawi	AE	6,1M	3,8M	\$57,5M
 Territoire palestinien occupé	AE	3,3M	3M	\$4,0Mds
 Philippines	AE	892,8K	210K	\$8,2M
 Viet Nam	AE	570K	300K	\$37,2M
 Zambie	AE	5,4M	3,2M	\$90,7M
 Zimbabwe	AE	7,6M	3,1M	\$143,1M

Plan	Type de plan	Pers. dans le besoin	Personnes ciblées	Besoins (US\$)
Afghanistan (RRP)	REG	7,3M 	7,3M 	\$624,5M 
République démocratique du Congo (RRP)	REG	2,1M 	2,1M 	\$690,2M 
Corne de l'Afrique au Yémen et à l'Afrique australe (MRP)	REG	1,4M 	991,3K 	\$81,0M 
Rohingya (JRP)	REG	1,7M 	1,5M 	\$900,9M 
Sud Soudan (RRP)	REG	4,3M 	4,3M 	\$1,3Mds 
Soudan (RRP)	REG	5M 	5M 	\$1,8Mds 
Syrie (3RP)	REG	17,6M 	11,8M 	\$4,6Mds 
Ukraine (RRP)	REG	2,2M 	2,2M 	\$698,4M 
Venezuela (RMRP)	REG	7,2M 	2,3M 	\$1,4Mds 

Les données sont provisoires et seront mises à jour sur humanitarianaction.info lorsque les plans individuels seront finalisés. Pour éviter les chevauchements, certains chiffres ont été adaptés lors du calcul des totaux.

Annexe 2 : Financement des plans de réponse pour 2024

PERSONNES DANS LE BESOIN PERSONNES CIBLÉES BESOINS (US\$) FINANCEMENT (US\$) COUVERTURE						
323,4M 197,9M \$49,6Mds \$21,2Mds 43%						
Plan	Type de plan	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Besoins (US\$)	Financement (US\$)	Couverture (%)
 Afghanistan	HRP	23,7M	17,3M	\$3,1Mds	\$1,3Mds	41%
 Burkina Faso	HRP	6,3M	3,8M	\$934,6M	\$391,0M	42%
 Cameroun	HRP	3,4M	2,3M	\$371,4M	\$146,7M	40%
 République centrafricaine	HRP	2,8M	1,9M	\$367,7M	\$208,1M	57%
 Tchad	HRP	6M	4,6M	\$1,1Mds	\$603,0M	54%
 Colombie	HRP	8,3M	1,7M	\$332,0M	\$185,7M	56%
 République démocratique du Congo	HRP	25,4M	8,7M	\$2,6Mds	\$1,3Mds	50%
 Salvador	HRP	1,1M	506,2K	\$86,6M	\$23,5M	27%
 Ethiopie	HRP	21,4M	15,5M	\$3,2Mds	\$795,3M	25%
 Guatemala	HRP	5,3M	2,5M	\$125,4M	\$64,2M	51%
 Haïti	HRP	5,5M	3,6M	\$673,8M	\$286,3M	42%
 Honduras	HRP	2,8M	1,3M	\$203,2M	\$60,6M	30%
 Mali	HRP	7,1M	4,1M	\$701,6M	\$247,2M	35%
 Mozambique	HRP	2,6M	2M	\$502,4M	\$174,9M	35%
 Myanmar	HRP	18,6M	5,3M	\$993,5M	\$330,8M	33%
 Niger	HRP	4,5M	2,7M	\$662,2M	\$305,4M	46%
 Nigeria	HRP	7,9M	4,4M	\$926,5M	\$519,5M	56%
 Somalie	HRP	6,9M	5,2M	\$1,6Mds	\$679,8M	43%
 Sud Soudan	HRP	9M	5,9M	\$1,8Mds	\$1,1Mds	63%
 Soudan	HRP	24,8M	14,7M	\$2,7Mds	\$1,6Mds	59%
 Syrie	HRP	16,7M	10,8M	\$4,1Mds	\$1,2Mds	29%
 Ukraine	HRP	14,6M	8,5M	\$3,1Mds	\$1,9Mds	61%
 Venezuela	HRP	7,6M	5,1M	\$617,0M	\$114,1M	18%
 Yémen	HRP	18,2M	11,2M	\$2,7Mds	\$1,3Mds	47%

Plan	Type de plan	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	Besoins (US\$)	Financement (US\$)	Couverture (%)
 Bangladesh	AE	2,7M	1,2M	\$98,7M	\$27,2M	28%
 Burundi	AE	614,9K	306K	\$26,0M	\$17,1M	66%
 Grenade	AE	34K	40,6K	\$7,8M	\$2,7M	34%
 Liban	AE	1M	1M	\$425,7M	\$255,6M	60%
 Libye	AE	250K	250K	\$33,7M	\$43,8M	130%
 Madagascar	AE	2,3M	1,6M	\$162,2M	\$114,7M	71%
 Malawi	AE	6,1M	3,8M	\$79,0M	\$26,3M	33%
 Nepal	AE	192K	192K	\$17,5M	\$6,9M	39%
 Territoire palestinien occupé	AE	3,1M	2,9M	\$3,4Mds	\$2,4Mds	69%
 Philippines	AE	892,8K	210K	\$24,7M	\$0,0	0%
 Saint-Vincent-et-les-Grenadines	AE	25K	16K	\$8,0M	\$1,3M	17%
 Viet Nam	AE	570K	300K	\$31,7M	\$8,5M	27%
 Zambie	AE	6,6M	4,6M	\$228,3M	\$39,8M	17%
 Zimbabwe	AE	7,6M	3,1M	\$286,2M	\$92,4M	32%
Afghanistan (RRP)	REG	7,3M	7,3M	\$620,4M	\$168,9M	27%
République démocratique du Congo	REG	1,9M	1,9M	\$668,3M	\$242,3M	36%
Corne de l'Afrique au Yémen et à l'Afrique australe (MRP)	REG	2,2M	1,4M	\$112,2M	\$25,4M	34%
Rohingya (JRP)	REG	1,6M	1,4M	\$852,4M	\$476,8M	56%
Sud Soudan (RRP)	REG	4,7M	4,7M	\$1,4Mds	\$297,3M	21%
Soudan (RRP)	REG	3,3M	3,3M	\$1,5Mds	\$439,2M	29%
Syrie (Afflux du Liban)	REG	480K	480K	\$135,7M	\$8,0M	6%
Syrie	REG	12,9M	12,9M	\$4,9Mds	\$1,4Mds	29%
Ukraine (RRP)	REG	2,2M	2,2M	\$1,1Mds	\$396,8M	37%
Venezuela (RMRP)	REG	8,7M	2,9M	\$1,6Mds	\$542,4M	34%

Pour éviter les chevauchements, certains chiffres sont adaptés lors du calcul des totaux. Toutes les données sont arrêtées au 25 novembre 2024. Les données relatives au financement des PRR proviennent du RFT du HCR. Toutes les autres données proviennent de FTS.

Comment contribuer

En soutenant directement les partenaires participant aux plans de réponse coordonnés

Les plans de réponse sont élaborés au niveau national et régional, sur la base d'une analyse solide des contextes d'intervention et d'un engagement auprès des partenaires humanitaires nationaux et internationaux. Les contributions financières directes à des organismes d'aide réputés constituent l'une des formes de réponse les plus précieuses et les plus efficaces dans les situations d'urgence.

Les donateurs peuvent contribuer directement aux organisations d'aide qui participent aux plans présentés dans le présent Aperçu humanitaire mondial. Pour plus d'informations sur les Aperçus des besoins humanitaires, les Plans de réponse humanitaire, les Plans de réponse régionaux ou d'autres rapports de suivi, veuillez consulter le site : <https://humanitarianaction.info>

En soutenant une réponse humanitaire coordonnée dans le monde entier

Le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) est un moyen rapide et efficace de soutenir une réponse humanitaire rapide à l'échelle mondiale. Le CERF fournit un financement immédiat pour des actions humanitaires vitales dès le début des situations d'urgence et pour les crises qui n'ont pas attiré suffisamment de fonds. Les contributions des gouvernements, des entreprises privées, des fondations, des organisations caritatives et des particuliers sont les bienvenues tout au long de l'année. Pour que le CERF puisse continuer à soutenir les opérations humanitaires en 2025, les donateurs sont encouragés à verser leurs contributions le plus tôt possible.

- Les gouvernements souhaitant contribuer à un CBPF peuvent contacter ocha.donor.relations@un.org.
- Les entreprises et les fondations qui souhaitent contribuer à un CBPF peuvent contacter ochaprivatesector@un.org.
- Les particuliers peuvent contribuer aux CBPF sur ochaprivatesector@un.org.

Pour plus d'informations sur les Fonds de financements communs pour les pays d'OCHA, veuillez consulter <https://www.unocha.org/cerf>

En soutenant une réponse humanitaire coordonnée dans des pays spécifiques

Les Fonds de financements communs multidonateurs pour les pays (CBPF) garantissent l'allocation et le décaissement rapides des ressources des donateurs afin de répondre aux besoins humanitaires les plus urgents et d'aider les personnes les plus vulnérables. Les CBPF permettent une réponse humanitaire rapide, coordonnée et efficace et se distinguent par leur ciblage et leur flexibilité. Les CBPF sont priorisés localement ; ils contribuent à sauver des vies et à renforcer la coordination de l'aide humanitaire. Les subventions des CBPF sont reçues par des ONG locales, nationales et internationales, mais aussi par des agences des Nations Unies et d'autres partenaires.

- Les gouvernements souhaitant contribuer à un CBPF peuvent contacter ocha.donor.relations@un.org.
- Les entreprises et les fondations qui souhaitent contribuer à un CBPF peuvent contacter ochaprivatesector@un.org.
- Les particuliers peuvent contribuer aux CBPF sur ochaprivatesector@un.org.

Pour plus d'informations sur les Fonds de financements communs pour les pays d'OCHA, veuillez consulter <https://www.unocha.org/country-based-pooled-funds>

Assistance humanitaire en nature

Les Nations Unies encouragent les donateurs à faire des dons en espèces plutôt qu'en nature, pour une rapidité et une flexibilité maximale, et pour s'assurer que le matériel d'aide dont on a le plus besoin soit bien celui qui est livré. Si vous ne pouvez faire que des contributions en nature en réponse à des catastrophes et à des situations d'urgence, veuillez envoyer un courriel avec les informations pertinentes concernant votre contribution à l'adresse suivante : ochaprivatesector@un.org

Enregistrement et reconnaissance de vos contributions

OCHA gère le Service de suivi financier (FTS), qui enregistre toutes les contributions humanitaires déclarées (en espèces, en nature, multilatérales et bilatérales) aux situations d'urgence. Ce service a pour but de donner du crédit et de la visibilité aux donateurs et aux partenaires pour leur générosité, d'indiquer le montant total du financement et de mettre en évidence les lacunes des plans humanitaires. Veuillez communiquer vos contributions sur FTS, soit par courriel à fts@un.org, soit par le biais du formulaire de déclaration de contribution en ligne à l'adresse suivante : <http://fts.unocha.org>

**« Nous exigeons qu'il soit mis fin aux attaques contre
les travailleurs humanitaires et tous les civils.
Nous exigeons que les gouvernements fassent
pression sur toutes les parties aux conflits pour
qu'elles protègent les civils.
Nous exigeons qu'il soit mis fin aux transferts
d'armes vers les armées et les groupes qui violent le
droit international.
Nous exigeons la fin à l'impunité afin que les auteurs
de crimes soient traduits en justice.
Il ne suffit pas de mettre à l'honneur les travailleurs
humanitaires.
Nous devons tous redoubler d'efforts pour protéger et
sauvegarder notre humanité commune ».**

António Guterres

Secrétaire général des Nations Unies

Message à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire, 2024



En savoir plus:
humanitarianaction.info

